

Opération reconquête

En meeting hier soir au Cannel (06), la candidate Les Républicains a répondu à nos questions dans le studio du groupe *Nice-Matin*.

L'actualité du jour, reflet de son anti-macronisme

Depuis dimanche dernier et son meeting raté du Zénith à Paris qui lui a valu une pluie de critiques – y compris de son propre camp –, Valérie Pécresse n'a plus le droit à l'erreur. Et c'est en femme de terrain combattante qu'elle a décidé d'entamer hier matin sa tournée azurienne par notre studio vidéo.

Visiblement touchée mais pas coulée, la candidate Les Républicains a certes essayé de contourner les questions qui fâchent (celles sur une campagne qui ne décolle pas), pour mieux « vendre » un programme dense, et marteler qu'elle Présidente, elle serait une femme d'action et d'union. Sans renier les valeurs d'ordre qu'elle affirme avoir toujours eues dans ses gènes politiques, Valérie Pécresse a tapé fort sur l'extrême droite... et sur Emmanuel Macron, tout en adoucissant le discours destiné à son propre électorat, bien consciente qu'à force de mener campagne à droite toute, elle risque d'y perdre le centre.

Pouvoir d'achat, éducation, immigration et sécurité, la candidate a détaillé ses ambitions réformatrices avant d'aller à la relance sur le terrain à Nice, Cannes et Antibes, et de finir sa journée par un meeting au Cannel, où elle se savait très attendue. De quoi retrouver la bonne dynamique ?

CH. H

EDF a annoncé un « plan d'actions » pour renforcer ses finances, après la décision du gouvernement de mettre en place différentes mesures, pour limiter la hausse des factures d'électricité. Détenue à 84 % par l'État, l'entreprise prévoit d'augmenter son capital d'environ 2,5 milliards d'euros. L'État y participera à hauteur de 2,1 milliards.

Pour Valérie Pécresse, c'est Emmanuel Macron le responsable de cette situation avec sa « politique de zigzag », en matière énergétique. « Aujourd'hui, il s'aperçoit de la dépendance de la France aux énergies fossiles (...), c'est un Président caméléon, capable de virevolter à 360 degrés (...) Pour assurer sa réélection, il pompe huit milliards d'euros dans la trésorerie d'EDF », analyse la candidate.

Autre question qui agite l'actualité : la présence française au Mali. Le chef de

l'État y a officialisé notre retrait militaire, après neuf années de lutte contre les djihadistes. Malgré ce départ annoncé, la France comptera « de 2 500 à 3 000 hommes » pour proposer un appui aux pays de la région. Une « humiliation », juge Valérie Pécresse. « Tout a commencé par la décision d'Emmanuel Macron d'annoncer le retrait du Mali, unilatéralement. Ensuite, la junte au pouvoir a commencé à agresser la France (...) Nos soldats ne peuvent pas payer le prix du sang pour défendre un pays, une population qui ne veut pas de nous », commente-t-elle, sans détailler ce qu'elle aurait fait. « La guerre contre l'islamisme n'est pas terminée, la mission de nos soldats n'est pas terminée, assure la candidate. Nous devons rester au Sahel, réorganiser notre combat pour rester dans le cœur de ce monde, qui est la clé de notre avenir. »



La candidate LR à la présidentielle, entre les députés des Alpes-Maritimes Eric Pauget (à gauche) et Eric Ciotti (à droite).

Propos recueillis par Denis CARREAUX (dcarreaux@nicematin.fr) et Christian HUAULT (chuault@nicematin.fr)

Textes : Sahra LAURENT (slaurent@nicematin.fr) et Amandine REBOURG (arebourg@nicematin.fr)

Photos : Sébastien BOTELLA

Pouvoir d'achat : un enjeu fort

Pour 54 % des Français, le pouvoir d'achat sera l'enjeu central de cette élection présidentielle, selon le dernier sondage Odoxa-BackBone Consulting pour *Le Figaro*. Quelles sont les propositions de la candidate LR, qui souhaite que « le travail paye » ?

■ « Augmenter les salaires de ceux qui travaillent. C'est mon credo (...) Les revenus de l'assistanat ne sont pas élevés – et je veux qu'ils restent où ils sont – mais ils sont trop proches des revenus du travail. Je veux que ces revenus du travail augmentent de 10 % sur le quinquennat. Pour cela, je vais baisser les cotisations retraites de 3 %. Ce qui permettra de commencer à redonner du pouvoir d'achat aux Français. Pour une personne qui gagne 1 400 euros

par mois, cela fera 500 euros de plus, sur l'année. »

■ La défiscalisation des heures supplémentaires « sans plafond ».

■ La transformation de la réduction du temps de travail (RTT) en « salaire, sans limite. C'est une possibilité que je fais aux entreprises, sans charges patronales, et à 110 % de leur valeur ».

■ Libérer le cumul emploi-retraite « pour les retraités qui ont envie de travailler encore ».

■ La création de « milliers d'emplois d'étudiants dans les universités, en aidant les universités à ouvrir les bibliothèques jusqu'à tard le soir ».

■ La suppression de la TVA sur la facture d'électricité.



Immigration et sécurité : ses positions et propositions

✓ Sur l'immigration

Valérie Pécresse, qui s'est rendue à Samos, en Grèce, pour visiter un camp de migrants, a déclaré que ce site était un « exemple » de la politique d'« humanité » et de « fermeté ». Hier, elle a défendu ses positions. « Plus une immigration est incontrôlée, plus l'intégration est ratée, ça disloque une nation. »

Sa solution ? « Il faut travailler au national avec ma loi constitutionnelle que je ferais adopter par référendum et qui proposera des quotas migratoires. »

Pour ce faire, la candidate opte pour le donnant-donnant : « Si les pays d'origine

ne reprennent pas leurs clandestins, c'est zéro visa étudiant, zéro visa de regroupement familial, de travail », déroule-t-elle.

Quels critères pour les quotas ? « L'intérêt, c'est de dire non au regroupement familial si la personne ne parle pas français, si elle n'adhère pas aux valeurs de la République. Moi, je mettrai un examen de français obligatoire et des valeurs de la République. »

Quant aux demandeurs d'asile, Valérie Pécresse veut prendre exemple sur la Grèce et la Pologne : « Ils arrivent à traiter les demandes d'asile en 25 jours. Donc, c'est possible. Nous, aujourd'hui,



on a 100 000 demandes d'asile cette année. On sait que 60 % d'entre eux sont des faux demandeurs d'asile et qu'ils vont rester en France. » Interrogée sur ses propositions lors de son meeting au Zénith de Paris – « Il n'y a pas de fatalisme, ni au grand dé-

classement ni au grand remplacement » – qui ont créé la polémique car reprenant une thèse jugée complotiste, la candidate s'explique : « Cette phrase voulait dire que je ne me résignais pas au duel Macron-Zemmour. Macron, le grand déclassement,

Zemmour le grand remplacement. Je ne me résigne pas à ce duel, parce qu'il y a une autre voie. »

✓ Sur la sécurité

La création des « brigades coups de poing » dans les quartiers difficiles en unifiant les forces de police, de justice, et même le fisc et l'armée « si nécessaire » est une mesure phare du programme de Valérie Pécresse. Qui estime que « les délinquants, les grands réseaux de banditisme qui gangrènent nos quartiers travaillent avec le web, le cyber, pour le blanchiment d'argent ». La candidate de droite part du principe que « si l'on met le fisc

avec la police et la gendarmerie, alors, on obtient une vraie force pour les faire arrêter et les mettre hors d'état de nuire. »

À quoi ressemblerait concrètement ce dispositif ? « À des brigades localisées dans la ville pour démanteler les réseaux; mettre en place les procédures ». Objectif : « Mettre fin à l'impunité. »

L'armement des policiers municipaux ? La candidate y est favorable « dans les villes de plus de 10 000 habitants. Je veux que la police municipale devienne la troisième force de sécurité, aux côtés de la gendarmerie et de la police nationale. »

pour Valérie Pécresse



Valérie Pécresse était hier la troisième invitée de « Moi, Présidente », la grande émission du groupe Nice-Matin.

La campagne : « Un meeting ne fait pas l'élection »

Valérie Pécresse dégingole dans les sondages. Selon Odoxa-Mascaret - L'Obs, la candidate Les Républicains (LR) tombe à 12 % des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle.

La conséquence directe de son meeting XXL au Zénith de Paris où sa prestation a été jugée ratée par l'ensemble des commentateurs ? « Un meeting ne fait pas l'élection », martèle-t-elle. « Un sondage, ça se croise et se décroise », balaye-t-elle d'un revers de main, avant d'enchaîner sur sa vision. « Ce qui est important, c'est mon projet de nouvelle France. Il va falloir restaurer une France souveraine avec des frontières maîtrisées, remettre de l'ordre dans la rue, reconstruire l'école, la santé, etc. ».

Réinterrogée sur son image, sur le « Pécresse bashing » mis en avant par la candidate elle-même, jeudi soir en Vendée, elle répond : « Depuis janvier, je suis la seule sur laquelle La République en Marche concentre toutes ses attaques » Et d'évoquer aussi « l'extrême droite ». Les attaques de son propre camp ? Pas de réponse. « Je parle de La République en Marche parce qu'Emmanuel

Macron veut ce face-à-face avec l'extrême droite. S'il est seul face à l'extrême droite, il est sûr de gagner. Et donc, voter Zemmour, voter Le Pen, c'est voter Macron, et il le sait. C'est pour ça qu'il essaye de m'atteindre », soutient Valérie Pécresse. Qui a envoyé un message à son socle électoral. « Tous ceux qui croient en la droite, en la liberté : ne vous laissez pas voler cette élection. Cinq ans d'Emmanuel Macron, c'est trop, et dix ans, ce sera trop tard. »

Quel est vraiment le positionnement politique de la candidate, qui était hier accompagnée du très droitier Éric Ciotti au siège de Nice-Matin ? « Vous avez quitté LR car vous considérez à l'époque que sa ligne était trop à droite, vous y revenez », contextualise Christian Huault, rédacteur en chef. L'élue s'agace. « J'ai toujours dit qu'il y avait deux droites réconciliables dans le même parti : une droite forte et conservatrice, d'un côté, et une droite plus progressiste ouverte, de l'autre. Si j'ai quitté LR, c'est parce que j'avais le sentiment que le parti ne voulait plus de moi, c'était une déception personnelle. »

Tac au tac

■ Sur les ralliements à Emmanuel Macron.

Éric Woerth, ancien ministre du Budget puis du Travail de François Fillon, porte son choix sur un second mandat d'Emmanuel Macron, qui n'est toujours pas officiellement candidat à sa réélection. Il se murmure aussi que Renaud Muselier, président de la région Paca, rallierait lui aussi le camp Macron, tout comme l'ont déjà fait Christian Estrosi. Et pour Valérie Pécresse, tout ceci n'est que manœuvre électorale. « Ils ont fait alliance avec En Marche pour leur réélection. Ils ont décidé de quitter la droite, mais ils reviendront si la droite gagne, parce que fondamentalement, c'est leurs idées que je défends. »

■ Sur Nicolas Sarkozy.

Le soutien de l'ancien président de la République ne vient décidément pas. « Il m'a énormément appris. Il a été le dernier grand président réformateur de la V^e République. J'ai la conviction que je défends les idées qui sont les siennes, et j'essaie de m'inspirer d'une partie de son action, mais ma ligne, c'est la mienne. Elle est différente. Je suis persuadée qu'il me soutiendra et qu'il reconnaîtra en moi les convictions qu'il a portées. »

■ Sa proposition sur la création « d'une journée des héros ».

« Le 10 novembre, pour que nos enfants soient fiers de leur histoire. »

Éducation : « Une école sur mesure »

« Sur le sujet de l'éducation, vous voulez provoquer un "sursaut national". Il y a beaucoup de déclarations d'intention en la matière. Comment réformer vraiment ? », interroge Denis Carreaux, directeur des rédactions du Groupe Nice-Matin. « Deux piliers : les fondamentaux et l'autonomie », pose Valérie Pécresse.

Et de proposer « une école sur mesure, qui s'intéresse aux talents de chaque enfant. » Comment ? La gagnante de la primaire Les Républicains insiste : « Dans l'élémentaire, il faut restructurer les fondamentaux : lire, écrire, compter. Le français et les mathématiques : grande cause du quinquen-

nat. Et nous mettrons deux heures de français en plus par semaine et une heure supplémentaire de mathématiques avec un examen à l'entrée en 6^e pour que tous les enfants aient le niveau pour passer au collège. Et pour ceux qui ne réussissent pas cet examen : ils rentrent en 6^e - car on ne va pas laisser des grands gaillards de 12 ans dans le primaire - et nous faisons des classes de consolidation des acquis. »

« Régionaliser le Capes »

Et alors qu'une enquête menée par le CSA (1) démontre que seuls 25 % des enseignants sont satis-

faits de la reconnaissance de leurs efforts et de leurs compétences, et que 22 % sont satisfaits de leur rémunération : comment réenchanter ce métier ? « Il y a eu une erreur par le passé, car on a revalorisé les fins de carrière des enseignants et non les débuts de carrière. Les salaires de démarrage sont trop bas, même s'ils ont commencé à être revalorisés. Il faut régionaliser le concours Capes, qui permet de devenir professeur au collège ou au lycée [alors qu'Emmanuel Macron souhaite le supprimer, Ndlr]. »

1. Commandée par le Sénat dans le cadre d'une agora de l'éducation, organisée fin janvier.

« Avec moi, il y aura moins de fonctionnaires, mais ils seront mieux payés »

« Il faut mettre en œuvre la mère des réformes, celle de l'État, avec la suppression de 200 000 postes de fonctionnaires dans l'administration administrante. Je crée 50 000 postes dans les trois missions clés qui ne sont plus assurées aujourd'hui : protéger, éduquer et soigner », soutient Valérie Pécresse.

LE DÉCRYPTAGE

Interviewée hier par le Groupe Nice-Matin, Valérie Pécresse a fait de nombreuses déclarations sur différents sujets. Nous les avons passées au crible. Bilan ? Des vérités et des imprécisions.

► « Emmanuel Macron a décidé de ne pas aider à renflouer IDF Mobilités »

Faux - S'il est vrai que les transports en commun ont connu une forte baisse de fréquentation durant la crise sanitaire, affirmer qu'Emmanuel Macron, et ainsi

l'État, n'a pas aidé Île-de-France Mobilités n'est pas tout à fait vrai. En témoigne ce communiqué d>IDFM, publié le 11 octobre : « À la suite de la demande de compensation faite par Valérie Pécresse, présidente d'Île-de-France Mobilités, et après plusieurs mois de négociations, le Premier ministre a accepté que l'État accorde à Île-de-France Mobilités une aide de 800 M€ pour l'année 2021, à laquelle s'ajoute une aide de trésorerie de 274 M€, qui sera remboursée début 2022 ».

Dans ce communiqué, IDF Mobilités estime que l'aide est insuffi-

sante mais que celle-ci permettra « toutefois de reprendre le paiement des opérateurs de transports et de poursuivre les investissements en cours ». Jean-Baptiste Djebbari, ministre des transports, avait expliqué par ailleurs dans un communiqué que cette aide était remboursable et ne constituait pas une subvention. La somme est en tout cas nettement inférieure aux 1,3 milliard d'euros que réclamait la présidente de la Région Île-de-France, mais elle va lui permettre de payer à nouveau la RATP et la SNCF.

Pour les pertes de 2020, IDFM avait obtenu de l'État 1,16 milliard d'euros d'avance remboursable et 151 millions de subvention.

► « Six millions de Français n'ont pas de médecin traitant »

Vrai - Valérie Pécresse a probablement un petit problème de fiches, sur le sujet. Le 14 février dernier, elle assurait en effet que « cinq millions de Français » n'avaient pas de médecin traitant, quatre jours plus tard, le chiffre a bondi d'un million. La vérité est plus proche du dernier chiffre donné. La numéro 2 de la sécurité sociale, Marguerite Cazeneuve, était invitée dans un colloque organisé par MG France en janvier dernier. D'après ses chif-

fres, au 30 juin 2021, « 11 % des patients de 17 ans et plus n'avaient pas de médecin traitant, soit exactement 5 959 000 patients », a-t-elle indiqué.

► « 272 000 titres de séjour ont été distribués cette année »

Vrai - Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, la France a délivré, en 2021, 271 675 titres de séjour, soit une hausse de 21,9 %. Le niveau de délivrance de ces documents rejoint presque celui de 2019. Ils sont délivrés pour l'essentiel sur des motifs familiaux (88 225) ou étudiants (85 080), même si la plus forte progression est celle de l'immigration économique, notamment les travailleurs saisonniers (+ 156%, 6 740 titres).